

Les effets des inégalités et de la polarisation des revenus sur la qualité de l'école publique

p. 3-5

© Service communication - Université Paris-Ouest Nanterre La Défense

Edito p. 1-2

Chronique p. 3-5

Evénements p. 6-15

Vie du laboratoire p. 30-34

Publications p. 35-38

Adécouvrir

Les biocarburants dans la transition énergétique : Impacts macroéconomiques et perspectives de développement
p. 16-21

Retour sur événements p. 22-26

La formation doctorale à EconomiX p. 27-29



Valérie MIGNON
Directrice d'EconomiX

Créée en 2005, EconomiX est un laboratoire de recherche de l'Université Paris Nanterre et du CNRS (UMR 7235) en économie alliant des démarches empiriques à des développements théoriques. Rassemblant environ 200 membres, EconomiX est l'un des quatre pôles majeurs de recherche et de formation à la recherche en économie d'Île-de-France. Les activités de recherche d'EconomiX sont structurées autour de trois axes complémentaires :

Macroéconomie Internationale, Banque et Econométrie Financière, coordonné par Cécile COUHARDE ;

Développement Durable, Environnement et Energie, coordonné par Lionel RAGOT ;

Droit, Institutions, Règlementation et Interactions Stratégiques, coordonné par Eric LANGLAIS.

EconomiX mène ses recherches en développant des partenariats multiples et étroits avec des équipes nationales, européennes et internationales, les pouvoirs publics, le monde de l'industrie et des services et de nombreux établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Direction :
Valérie MIGNON, Directrice

Frédéric HAMMERER, Secrétaire général

EconomiX est heureux de vous faire parvenir ce seizième numéro de sa Lettre. Cette édition est particulièrement riche puisque, outre les rubriques habituelles, elle contient de nombreuses contributions rédigées par les membres de l'unité. Anthony Paris, post-doctorant à EconomiX, nous présente ainsi les principaux résultats de sa thèse relatifs aux impacts macroéconomiques et aux perspectives de développement des biocarburants. Il met notamment en évidence un impact négatif des biocarburants de première génération sur les matières premières agricoles lié à l'existence d'un effet inflationniste. Il montre en outre que le développement des biocarburants de première génération n'a pas profité aux économies des pays émergents et en développement, les effets de cette expansion étant entravés par le niveau élevé des prix du pétrole. En complément d'autres facteurs investigués dans la thèse, ces éléments permettent ainsi de saisir les raisons des mesures mises en place visant à limiter l'usage des biocarburants de première génération au profit de ceux de deuxième génération.

Des « retours sur événements » rédigés par les doctorants d'EconomiX figurent aussi dans ce numéro avec des contributions portant sur le *World Congress of Environmental and Resource Economists* qui s'est déroulé à Göteborg, l'école d'été *Knowledge Dynamics, Industrial Evolution, Economic Development* qui s'est tenue à Nice, la 15e édition de la *NIPE Summer School* consacrée aux méthodes de l'économétrie des données de panel spatiales et organisée à l'Université Minho à Braga au Portugal, ou encore la *FSR Climate annual conference* qui a eu lieu à Florence. EconomiX est en outre très heureux qu'une délégation d'étudiants et de doctorants de l'unité ait été sélectionnée pour participer aux Journées de l'Economie (JECO) qui se sont déroulées à Lyon les 6, 7 et 8 novembre ; un compte rendu de cette participation est publié dans ce numéro.

Paolo Melindi-Ghidi, dans le cadre de la chronique, s'intéresse quant à lui à une question cruciale, celle des effets des inégalités et de la polarisation des revenus sur la qualité de l'école publique. Il montre que dans les secteurs dans lesquels cohabitent des ménages pauvres (scolarisant leurs enfants dans des écoles publiques) et riches (inscrivant leurs enfants dans des écoles privées), la qualité de l'école publique est en-deçà de celle offerte dans les zones où vivent des ménages à revenus homogènes. Cherchant à identifier les facteurs autres que le revenu expliquant la qualité de l'école publique et la ségrégation scolaire, Paolo Melindi-Ghidi propose un nouvel indicateur de polarisation. Il montre que lorsque le nombre de ménages pauvres dans une zone scolaire est élevé, la réduction de la polarisation permet d'accroître les dépenses d'enseignement public et de contrer la ségrégation scolaire, ce qui le conduit à en déduire des recommandations en termes de politiques publiques.

Cette *Lettre* rend aussi hommage à Pierre Llau, professeur émérite, qui nous a quittés cet été. « Figure historique » de Nanterre, il était en poste au sein de notre université depuis 1970. Spécialiste de finances publiques, il était très investi dans les responsabilités collectives, contribuant au développement et au rayonnement de l'UFR SEGMI et de l'Université dans son ensemble. Avec la disparition de Pierre Llau, le milieu universitaire perd une de ses « figures » et EconomiX s'associe à la douleur de sa famille et de ses proches.

A l'instar des années précédentes, au niveau des manifestations organisées, la rentrée universitaire a été marquée par la tenue des tables-rondes de macro-finance contemporaine qui ont, une fois de plus, rassemblé un très large public. Les deux thématiques traitées, « Bons et mauvais usages des mathématiques en finance » et « Dix ans après, l'enseignement de la finance a-t-il changé ? », ont donné lieu à de vifs débats et échanges de points de vue passionnants. La rentrée a également été marquée par l'organisation du workshop *Econometric Theory and Time Series Analysis* qui s'est déroulé dans le cadre prestigieux de l'Hôtel de Lauzun à Paris et qui a, là-aussi, réuni un large public autour de contributions d'économistes et de mathématiciens. Toujours dans le domaine de l'économétrie, la dix-septième édition des journées annuelles consacrées aux « Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance » s'est déroulée le 7 novembre sur le campus de Nanterre. Outre les dix articles présentés en session plénière et les contributions de la poster session, Jean-Paul Renne était invité en tant que *keynote speaker* et a présenté ses travaux très riches sur les *disastrous defaults*. Mentionnons aussi la neuvième édition du colloque sur les interactions stratégiques et l'équilibre général qui s'est déroulée les 29 et 30 novembre et a rassemblé les spécialistes internationalement renommés sur ces thèmes. Les onze professeurs invités qu'EconomiX a eu le plaisir d'accueillir durant ce premier trimestre de l'année universitaire ont participé à ces événements ainsi qu'aux séminaires habituels de l'unité, tout en contribuant au développement et au renforcement des relations internationales du laboratoire.

S'agissant des arrivées, EconomiX est très heureux d'accueillir seize nouveaux doctorants cette année, tous financés : Augustin Baboloma Mabanga, Gatien Bon, Baptiste Bridonneau, Fanny Claise, Pierre Cayet, Elizavetta Dorinet, Margaux Escoffier, Luca Antonio Esposito, Valentin Lignau, Thibault Mirabel, Rémi Odry, Pierre Pora, Harouna Sedgo, Charles-Emmanuel Teuf, Julie Treguier et David Wogan. Trois post-doctorants rejoignent également l'unité : Florent Dubois, Silvia Napolitano et Eléazar Zerbo. Enfin, EconomiX a eu le plaisir de recruter une nouvelle collègue professeur, Sophie Harnay, dont les recherches s'inscrivent dans les champs de l'économie institutionnaliste, l'économie des institutions, l'analyse économique des régulations marchandes ou non marchandes et l'économie des professions réglementées.

Avant de vous laisser à présent feuilleter ces quelques pages, EconomiX vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année et vous présente ses meilleurs vœux pour 2019.

Valérie Mignon, Directrice d'EconomiX



Paolo Melindi-Ghidi

Maître de conférences

Membre de l'axe « Développement Durable, Environnement et Energie »

<https://economix.fr/fr/developpement-durable-environnement-et-energie>

Les recherches menées au sein de l'axe DDEE ont pour objectif principal de comprendre les conséquences de la prise en compte de contraintes environnementales et énergétiques à la fois sur le comportement des agents, la dynamique économique, les entreprises et sur la définition des politiques publiques. Les questions de développement durable, d'évaluation des politiques publiques et du rôle des incertitudes sont au cœur des recherches menées. La régulation des politiques agricoles, des ressources naturelles, les interactions environnement - santé, les risques environnementaux ainsi que les marchés de permis d'émissions négociables font également partie des travaux proposés. Outre les dimensions environnement et énergie, l'axe DDEE accorde une attention toute particulière à la dimension sociale du développement durable : en plus des aspects liés aux entreprises, au territoire et aux inégalités, il s'agit aussi d'étudier l'impact de la transition écologique sur le marché du travail (impact en termes d'emploi, au niveau de la transformation des filières...).

Chronique ^{1/3}

Les effets des inégalités et de la polarisation des revenus sur la qualité de l'école publique

Une part importante de la littérature économique s'est intéressée aux effets des inégalités de revenus sur les dépenses gouvernementales et la qualité de l'école publique. Les résultats des recherches sont très variés et controversés. D'une part, Meltzer et Richard (1981) soutiennent que des inégalités accrues mènent à une redistribution majeure *via* une imposition plus forte et conduisent ainsi potentiellement à une dépense publique plus élevée. Cette conclusion est corroborée par Corcoran et Evans (2010) qui ont mis en évidence l'existence d'une relation positive entre inégalités de revenus et dépenses publiques d'éducation. D'autre part, selon Benabou (2000), les politiques redistributives tendent à être négativement corrélées aux inégalités à long terme. Le constat selon lequel la redistribution est plus faible dans des sociétés plus inégales est également souligné par Luttmer (2001) et Di Gioacchino et Sabani (2009).

Dans un projet récemment entrepris, nous cherchons à comprendre quels sont les principaux enjeux de la ségrégation scolaire et, par conséquent, de la qualité de l'éducation publique. Dans un premier travail (Melindi-Ghidi, à paraître dans *Journal of Public Economic Theory*, 2018), nous étudions le rôle que la cohabitation de ménages à revenus hétérogènes dans la même commune (définie ici comme *income-mixing*) peut jouer dans l'hétérogénéité géographique de la qualité de l'éducation publique. Les communes *income-mixing* sont caractérisées par un fort niveau d'inégalités qui peut avoir des implications importantes pour la redistribution des revenus, l'accès à l'éducation de haute qualité, les politiques publiques, les décisions politiques et socio-économiques. La principale question posée est la suivante : les écoles publiques sont-elles qualitativement « meilleures » dans les communes qui se composent principalement de ménages à revenus homogènes comparativement aux communes avec *income-mixing* ?

Pour répondre à cette interrogation, nous étudions d'abord les conditions analytiques dans lesquelles un équilibre politique inter-communautaire avec ségrégation scolaire et *income-mixing* existe. Plus précisément, nous définissons un équilibre de *income-mixing* comme l'équilibre dans lequel les ménages pauvres et riches cohabitent au sein de la même commune et scolarisent leurs enfants respectivement dans des écoles publiques et privées ; les autres communes se composent de ménages avec des niveaux de revenus plus homogènes et scolarisant leurs enfants dans l'école publique locale. Nous montrons qu'un équilibre avec *income mixing* existe si et seulement si la répartition des revenus n'est pas suffisamment concentrée ou, dit autrement, si les inégalités de revenus sont suffisamment élevées. Ce résultat majeur confirme le fait stylisé selon lequel les communes *income-mixing* sont caractérisées par de forts niveaux d'inégalités de revenus et fournissent une qualité d'éducation publique inférieure aux communes présentant une répartition des revenus plus homogène.

L'originalité de ce travail réside dans le focus effectué sur l'effet des inégalités comme moteur des choix résidentiels endogènes, s'accompagnant d'un changement dans la composition de la population. Nous montrons que dans un

équilibre de *income-mixing*, l'effet des inégalités sur les décisions résidentielles et, en conséquence, sur la qualité de l'école publique, dépend aussi de la qualité du logement et du niveau des prix dans les différentes communes. Un accroissement des inégalités conduit à un afflux des ménages à revenus élevés dans la commune *income-mixing* lorsque le nombre de logements disponibles est suffisamment important et que leurs prix sont peu élevés. Par conséquent, les inégalités impactent négativement la qualité de l'école publique en raison d'une coalition '*ends-against-the-middle*' qui tire à la baisse les taux d'imposition. Ce processus de gentrification peut produire un effet négatif sur la qualité de l'école publique et renforcer le processus de ségrégation scolaire.

Dans une autre étude récente (Benzidia, Lubrano et Melindi-Ghidi, 2016), nous cherchons à identifier le rôle que d'autres caractéristiques de la répartition des revenus peuvent avoir, en expliquant la qualité de l'école publique et la ségrégation scolaire. En particulier, l'effet exercé par la polarisation des revenus sur le choix de l'école peut être important mais n'a pas encore été étudié. Alors que les inégalités de revenus concernent principalement la diffusion de la répartition des revenus, la polarisation est un concept différent au sens où elle caractérise principalement l'importance du centre de la distribution comparée à ses extrémités. Sa définition et sa mesure sont plus complexes que celles relatives aux inégalités. La polarisation peut correspondre à une réduction de la classe moyenne (Wolfson, 2010) ou refléter la distance entre des groupes prédéfinis (Esteban et Ray, 1994).

Nous proposons un nouvel indice de polarisation qui compare la part de la population située au centre de la distribution à celle des deux extrémités. À partir des travaux de De la Croix et Doepke (2009), nous présentons un modèle théorique basé sur une distribution des revenus qui considère ce nouvel indice de polarisation ; distribution à même de tenir compte des inégalités et de la polarisation des revenus. Eu égard à la littérature existante, notre principale contribution réside dans l'introduction d'un mécanisme novateur permettant de mesurer les conséquences de la forme complexe de la distribution des revenus sur la qualité de l'école publique. Le premier résultat théorique est que la présence d'une proportion élevée de familles à faible revenu dans une commune a un impact négatif sur la qualité de l'enseignement public ; conclusion confirmée empiriquement par le fait que les écoles publiques de qualité médiocre sont principalement concentrées dans des zones pauvres. Un deuxième résultat théorique montre que la polarisation des revenus entraîne une réduction des dépenses publiques pour l'éducation dans les districts scolaires peuplés principalement de ménages à faibles revenus. Ce résultat suggère que la polarisation des revenus, ainsi que les inégalités de revenus, devraient être prises en compte dans l'analyse de la politique de l'éducation.

Utilisant des données microéconomiques de 724 secteurs scolaires de la Californie, nous confirmons l'impact négatif de la polarisation sur les dépenses d'enseignement public. Cet effet est fortement significatif dans les secteurs scolaires où la proportion relative de ménages pauvres est élevée. Nos résultats ont d'importantes implications en termes de politiques publiques. Dans les secteurs scolaires caractérisés par une forte présence de ménages pauvres, la réduction de la polarisation constitue un moyen indirect d'accroître les dépenses d'enseignement public et de contrer la ségrégation scolaire. Cet objectif peut être atteint, par exemple, en développant des politiques visant à attirer des ménages de classe moyenne votant pour un niveau de redistribution plus élevé.

Références :

- Benabou, R. (2000). Unequal societies: Income distribution and the social contract. *American Economic Review*, 90(1):96–129.
- Benzidia, M., Lubrano, M. and Melindi-Ghidi, P. (2016). Education Politics, Schooling Choice and Public School Quality: The Impact of Income Polarisation. WP HAL.
- Corcoran, S. and Evans, W. N. (2010). Income inequality, the median voter, and the support for public education. Working Paper 16097, National Bureau of Economic Research.
- de la Croix, D. and Doepke, M. (2009). To segregate or to integrate: education politics and democracy. *The Review of Economic Studies*, 76(2):597–628.
- Di Gioacchino, D. and Sabani, L. (2009). Education policy and inequality: A political economy approach. *European Journal of Political Economy*, 25(4):463–478.
- Esteban, J.-M. and Ray, D. (1994). On the measurement of polarization. *Econometrica*, 62(4):819–851.
- Foster, J. E. and Wolfson, M. C. (2010). Polarization and the decline of the middle class: Canada and the U.S. *The Journal of Economic Inequality*, 8(2):247–273.
- Luttmer, E. F. (2001). Group loyalty and the taste for redistribution. *Journal of political Economy*, 109(3):500–528.
- Melindi-Ghidi, P. (2018). Inequality, educational choice, and public school quality in income-mixing communities. *Journal of Public Economic Theory*, 20(6):914–943.
- Meltzer, A. H. and Richard, S. F. (1981). A rational theory of the size of government. *Journal of Political Economy*, 89(5):914–927.

Hommage à Pierre Llau

Hommage à Pierre Llau, 1934 - 2018



C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de Pierre Llau, professeur émérite en Sciences économiques, survenu le 30 juillet dernier.

Né le 21 novembre 1934, il a soutenu sa thèse de doctorat en Sciences économiques « La détermination des taux d'intérêt » en 1960 et a obtenu la médaille de bronze du CNRS. Il a passé ensuite avec succès l'agrégation des facultés de droit et des sciences économiques en 1962. Alors nommé professeur de Sciences économiques à l'université de Grenoble, il a également dispensé des cours à l'École Nationale d'Administration. En 1970, il a quitté Grenoble pour intégrer notre université dans laquelle il restera jusqu'à son départ à la retraite.

Spécialiste reconnu de finances publiques, il a publié plusieurs ouvrages et articles, seul ou en collaboration. Deux de ses ouvrages, « Économie financière, tome 1, théorie du système de financement public » et « Économie financière publique », tous deux parus aux PUF respectivement en 1985 et 1996, ont constitué des outils de travail pour des générations d'étudiants et ont fait récemment encore l'objet d'une réédition numérique.

Apprécié de tous, il était convaincu que chaque participant à la vie universitaire est investi d'une mission de service public permettant la transmission du savoir dans les meilleures conditions possibles. Son action a été importante et a contribué au rayonnement de notre université.

Il a ainsi participé à la création du premier laboratoire de recherche en Sciences économiques de l'UFR en 1983. Les relations entre les enseignants-chercheurs sont devenues dès lors plus étroites, se traduisant par une augmentation des publications dans des revues nationales et internationales et une amélioration des conditions de travail de tous. En outre, de 1973 à son départ à la retraite, il a présidé la Commission de spécialistes en Sciences économiques influençant de fait les recrutements des jeunes collègues. Il fût également directeur de son UFR.

Son influence ne s'est pas limitée à cette seule UFR de Sciences économiques. Il a en effet siégé dans les grandes instances de l'université (conseil d'administration) et été un membre actif de l'équipe présidentielle. Elle ne s'est pas non plus limitée à son université puisqu'il a notamment été membre du CNU et trésorier de l'Association Française de Sciences Économiques (AFSE).

Éloigné de l'université depuis le décès tragique de l'un de ses trois fils, Pierre Llau nous laisse l'image d'un homme toujours à l'écoute de tous et impliqué dans le fonctionnement de nos institutions.

Nos pensées vont à sa famille à qui nous présentons nos plus sincères condoléances.

Agnès LABYE

Colloques et workshops

Econometric Theory and Time-Series Analysis Workshop

19 septembre 2018

Le 19 septembre 2018, Denisa Banulescu, Gilles de Truchis, Elena Dumitrescu, avec le soutien d'EconomiX et du CNRS au travers du projet ARFiMa-J, ont organisé conjointement le workshop *Econometric Theory and Time-Series Analysis*, qui s'est déroulé dans les locaux de l'Hôtel de Lauzun sur l'Île Saint-Louis à Paris. L'événement a regroupé mathématiciens et économètres autour de la question de la modélisation des séries



temporelles, plus particulièrement en finance et en assurance. Quatre sessions ont rythmé la journée, marquée par l'intervention de chercheurs de renommée internationale dans les deux domaines, tels que Jean Jacod (Université Pierre-et-Marie-Curie), Christian Francq (CREST, Université de Lille), Philippe Soulier (Université Paris Nanterre), Matthieu Rosenbaum (Ecole Polytechnique), Jeroen Rombouts (ESSEC Business School), Patrice Bertail (Université Paris Nanterre), Jean-Michel Zakoain (CREST, Université de Lille) et Guillaume Chevillon (ESSEC Business School). Les sessions alternant au fil de la journée des prises de parole relevant du champ des mathématiques ou de l'économé-

trie, les échanges interdisciplinaires furent riches et intenses, facilités par la présence de *chairmans* spécialistes dans les deux domaines comme Yang Lu (Université Paris 13), Andreas Heinen (Université de Cergy), Athanasios Batakis (Université d'Orléans) et Valérie Mignon (Université Paris Nanterre).

Le succès de la manifestation a conduit beaucoup de participants à demander si l'événement serait renouvelé, ce qui encourage les organisateurs à penser qu'il pourrait s'agir de la première édition d'une biennale ou même d'un workshop annuel.

Le programme détaillé du colloque est disponible sur le site d'EconomiX à l'adresse :

<https://economix.fr/fr/colloques-et-workshops/econometric-theory-and-time-series-analysis-workshop>

Table ronde de macro-finance contemporaine

20 septembre 2018

Le 20 septembre 2018 s'est tenue la 9^{ième} édition des tables rondes de la macro-finance contemporaine. Cet événement récurrent, se déroulant à chaque rentrée universitaire, a été consacré cette année aux deux thématiques suivantes : « Bons et mauvais usages des mathématiques en finance » et « 10 ans après, l'enseignement de la finance a-t-il changé ? ».

La première table ronde, sur l'usage des mathématiques dans le domaine de la finance, a été animée par Jean-Marc Vittori, du journal *Les Echos*. Au cours de celle-ci sont intervenus Christian Walter (Actuaire, Professeur des Universités en charge de la Chaire Ethique et finance de la FMSH), Thierry Philipponnat (ancien secrétaire général de l'ONG Finance Watch, Directeur de l'Institut Friedland et membre du Collège de l'AMF) et Valérie Mignon (Professeure à l'Université Paris Nanterre, Directrice d'EconomiX) qui ont échangé leurs points de vue sur le recours aux mathématiques dans le monde de la finance.

Événements 3/10

La seconde table ronde, animée par Christian Chavagneux de la revue *Alternatives économiques*, portait sur la question de l'enseignement de la finance dix ans après la crise. Dans ce cadre, sont intervenus Yamina Tadjeddine (Professeure de sciences économiques à l'Université de Lorraine et chercheuse au BETA), Stéphanie Serve (Professeure des universités en finance, Institut de Recherche en Gestion, Université Paris Est Créteil), Gaëlle Le Fol (Professeur d'économie et de finance, directrice du Master 203 de l'Université Paris-Dauphine) et Julien Hallak (PEPS Economie).

Comme chaque année, les débats furent riches et animés devant un auditoire nombreux et varié, dépassant largement le cercle académique *stricto sensu*.

Le programme de la manifestation est disponible sur le site d'EconomiX à l'adresse :

<https://economix.fr/fr/colloques-et-workshops/table-ronde-de-macro-finance-contemporaine-1>

17ème Journée d'Économétrie : « Développements Récents de l'Économétrie Appliquée à la Finance »

7 novembre 2018

La dix-septième édition de la Journée annuelle d'économétrie consacrée aux « Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance » organisée par l'axe MIBEF d'EconomiX s'est tenue le mercredi 7 novembre 2018 à l'Université Paris Nanterre. À l'instar des éditions précédentes, l'objectif de cette journée était de rendre compte des développements les plus récents de l'économétrie en permettant à des chercheurs de présenter des travaux de recherche théoriques et/ou appliqués en économétrie de la finance. Suite à l'appel à communications lancé en mars 2018, dix articles ont été retenus pour présentation en session plénière, ainsi que neuf contributions pour la « poster session ». Chaque article présenté a fait l'objet d'une discussion très approfondie par un rapporteur. Pour cette édition, Jean-Paul Renne, Professeur d'économie à l'Université de Lausanne, a présenté, en tant que *keynote speaker*, une contribution sur un sujet très intéressant et très actuel, celui des *disastrous defaults*. Comme chaque année, cette journée a rassemblé un large auditoire et a été l'occasion d'échanges très fructueux entre les participants provenant d'institutions françaises et internationales sur différents thèmes tels les scores et la mesure du risque systémique, le *backtesting* et les régressions multi-quantiles, les fonds communs de placement européens, le développement d'un nouveau test de causalité asymétrique, l'interconnexion financière mondiale, les *hedge funds*, les covariances entre actifs réels, les questions de choix de portefeuille, ou encore les régressions prédictives sur les marchés de matières premières.

Le programme détaillé de la journée est disponible sur le site d'EconomiX à l'adresse :

<https://economix.fr/fr/colloques-et-workshops/17eme-journee-deconometrie-developpements-recents-de-leconometrie-appliquee-a-la-finance>

Tous entrepreneurs ? Bilan et perspectives pour le travail indépendant

13 novembre 2018

Le 13 novembre 2018 s'est déroulée une séance consacrée au travail indépendant dans le cadre des Rencontres Économiques 2018 organisées en partenariat avec EconomiX. EconomiX est en effet partenaire de l'IGPDE (Institut de gestion publique et du développement économique) dans le cadre des Rencontres Économiques à l'organisation desquelles est également associé le Conseil d'Analyse Économique. La dernière séance consacrée au travail indépendant, a été animée par Rémi Jeannin, agrégé de sciences sociales, professeur en classes préparatoires économiques et commerciales (Vincennes), vice-président du Printemps de l'économie.

En France, près de 3 millions de personnes exercent aujourd'hui une activité indépendante, à titre principal ou en complément d'une activité salariée. L'indépendance à laquelle il est fait référence est purement formelle et relève d'une approche juridique liée au statut de ces travailleurs : n'étant pas salariés, ils ne sont

Evénements 4/10

pas engagés par un quelconque contrat de travail et, en conséquence, n'entretiennent pas de lien de subordination avec un employeur dans le cadre de leur activité. Cette modalité d'emploi est ancienne mais a connu d'importantes transformations au cours du temps. En tendance, elle a sensiblement décliné sur la longue période en raison, notamment, du recul de l'agriculture, de la montée en puissance des formes sociétaires dans le commerce et l'artisanat et de l'extension du champ du salariat. En France, elle concerne aujourd'hui 12% des personnes en emploi mais leur profil et leur activité ont considérablement changé.

En effet, le travail indépendant connaît un regain d'intérêt et se recompose. La création du régime de l'autoentrepreneur en 2009 et l'application automatique de ce régime à tous les entrepreneurs individuels relevant du régime fiscal de la micro-entreprise en 2016 expliquent le renversement de tendance. Qu'ils exercent une activité à titre principal ou complémentaire à une autre, les micro-entrepreneurs représentent désormais un tiers des indépendants travaillant dans un très large éventail de secteurs, particulièrement dans les services destinés aux ménages.

Les transformations de l'organisation du travail facilitées par la montée en puissance des technologies numériques ont également favorisé l'augmentation du nombre de travailleurs formellement indépendants. Les plateformes organisées par des grands groupes ou, plus rarement, par les travailleurs indépendants eux-mêmes, leur permettent de devenir prestataires de services. Ces opportunités sont en phase avec les besoins de flexibilité grandissants des entreprises et la demande des consommateurs pour des services personnalisés à moindre coût. Elles suscitent cependant des interrogations sur la notion même d'indépendance, sur la différence entre indépendance et autonomie et sur la nature de la frontière entre travail indépendant et salariat. Les arbitrages des tribunaux de divers pays nourrissent le débat à ce sujet, de même que la modicité des revenus dégagés par la majorité des micro-entrepreneurs.

La protection sociale des travailleurs trace également une ligne de partage entre les salariés et les indépendants. Qu'il s'agisse de la pérennité de son financement dans un contexte de montée en puissance de régimes bénéficiant de fortes exonérations de cotisations sociales ou de son application à des catégories qui échouent souvent à atteindre les *minima* nécessaires pour en jouir, la protection sociale reste le point faible dans ce processus de recomposition contractuelle. Bien que les droits sociaux des travailleurs indépendants se rapprochent de ceux des travailleurs salariés, ce statut reste marqué par une forte précarité, pénalisante notamment pour l'assurance maladie et l'acquisition des droits à la retraite.

Quelle est la situation présente et quel est l'avenir du travail indépendant en France ? Comment concilier les nouvelles formes de travail, à la frontière entre le travail salarié et indépendant classique, et les droits à une sécurité économique et sociale ? Quel type d'économie se profile derrière ce type d'emplois ?

La manifestation fut introduite par Nadine Levratto, directrice de recherche au CNRS et membre d'EconomiX, avant de laisser place aux divers intervenants. Vladimir Passeron, chef du département de l'emploi et des revenus d'activité à l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), a effectué une présentation sur les « *Définitions et grands chiffres du travail indépendant et de son évolution* ». Sarah Abdelnour, maître de conférences en sociologie et membre de l'Institut de Recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO, Université Paris Dauphine), s'est intéressée au « *Regard sociologique sur les travailleurs indépendants* ». Après la pause, Bernard Gazier, professeur émérite en sciences économiques, membre du CES de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et rapporteur en 2016 d'un rapport au CNIS sur la diversité des formes d'emploi, est intervenu sur « *Les nouvelles formes du travail : quelles nouvelles formes de sécurité économique ?* ». La matinée a été clôturée par Eric Le Bont, directeur national du recouvrement des travailleurs indépendants à l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS), par son exposé sur « *La réforme de la protection sociale et l'accompagnement des travailleurs indépendants* ».

Le programme de la manifestation est disponible sur le site d'EconomiX à l'adresse :

<https://economix.fr/fr/colloques-et-workshops/tous-entrepreneurs-bilan-et-perspectives-pour-le-travail-independant>

Strategic Interactions and General Equilibrium IX: Theories and Applications

29-30 novembre 2018

La neuvième édition du workshop « Strategic Interactions and General Equilibrium: Theories and Applications » s'est tenue les 29 et 30 novembre à l'Université Paris Nanterre. Les deux journées ont regroupé des chercheurs de renommée internationale dans le domaine de l'analyse des interactions stratégiques et des questions d'équilibre général, ainsi que des doctorant(e)s. Les travaux présentés ont notamment traité des questions d'oligopole avec arbitrage travail/loisir, d'oligopole bilatéral, d'oligopole dynamique, d'équilibre général en concurrence imparfaite, d'équilibres mixtes, de l'existence d'un équilibre de Nash non autarcique en oligopole bilatéral, de prix d'équilibre, de rigidité des prix, d'interactions stratégiques et d'innovation, de pouvoir de marché et de préférences dans un cadre stratégique multilatéral à la Stackelberg, de ségrégation dans des modèles de formation endogène des juridictions, *etc.* Comme lors de chaque édition de ce workshop, les échanges entre économistes, mais aussi entre économistes et mathématiciens, ont été riches et fructueux.

Le programme détaillé du colloque est disponible sur le site d'EconomiX à l'adresse :

<https://economix.fr/fr/colloques-et-workshops/strategic-interactions-and-general-equilibrium-ix-theories-and-applications>

Agenda

29 mars 2019

8th PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics

Avec le soutien de l'Ecole Doctorale « Economie, Organisations, Société », EconomiX organise le 29 mars 2019 à l'Université Paris Nanterre, la 8ème édition des Doctoriales internationales en Macroéconomie internationale et économétrie financière, en collaboration avec le LFIN de l'Université Catholique de Louvain, le CeReFiM de l'Université de Namur et le Laboratoire d'Economie d'Orléans. La date limite de soumission des propositions de communications est le 14 janvier 2019.

L'appel à communications figure sur le site d'EconomiX à l'adresse :

<https://economix.fr/fr/colloques-et-workshops/8th-phd-student-conference-in-international-macroeconomics-and-financial-econometrics>

18 et 19 avril 2019

6th International Meeting in Law & Economics

EconomiX, le Centre de Recherches en Economie et Droit (CRED, Paris 2 Panthéon-Assas), le Laboratoire d'Economie Dionysien (LED, Paris 8 Vincennes-St Denis), ERUDITE (Paris Est-Créteil) et le Centre d'Economie de l'Université Paris Nord (CEPN) organisent conjointement la sixième édition de l'*International Meeting in Law & Economics* les 18 et 19 avril 2019. Cette édition se déroulera sur le campus de l'Université Paris Nanterre.

La date limite de soumission des propositions de communications est le 14 janvier 2019.

L'appel à communications figure sur le site d'EconomiX à l'adresse :

<https://economix.fr/fr/colloques-et-workshops/6th-international-meeting-in-law-economics>

Professeurs invités



Florian Baumann, Université de Bonn

Florian Baumann, professeur à l'Université de Bonn, a effectué un séjour à EconomiX du 10 septembre au 9 octobre 2018. Il est bien connu des membres de l'axe DIRIS, puisqu'il a été l'un des invités du séminaire LIEN, a participé régulièrement à divers workshops organisés par DIRIS (IML&E, L&EPIW) ces dernières années, et a effectué un premier séjour de recherche à EconomiX en octobre/novembre 2016. Son séjour lui a permis de finaliser les travaux initiés lors de sa première visite (sur l'analyse des interactions entre responsabilité civile et concurrence imparfaite) en collaboration avec des chercheurs de l'axe DIRIS (Andreea Cosnita et Maxime Charreire), et d'explorer de nouvelles pistes. Parallèlement au projet scientifique qui est développé, il a assuré une séance du séminaire LIEN et a donné une série de *lectures* aux étudiants du master Economie du Droit et aux doctorants d'EconomiX. Enfin, des entretiens individuels ont été organisés avec les étudiants du M2 Economie du Droit, ainsi qu'avec les doctorants du laboratoire.



Stefania Lovo, University of Reading

Stefania Lovo, en poste à l'Université de Reading au Royaume-Uni, a effectué un séjour à EconomiX du 10 septembre au 5 octobre 2018. Elle travaille avec Eliane El Badaoui sur les effets des chocs climatiques sur le capital humain des enfants dans les pays en développement, notamment au Malawi. Parallèlement à cette collaboration scientifique, Stefania Lovo a assuré une séance du séminaire LIEN adressée aux étudiants du Master 2 « Economie du droit », est intervenue dans le cadre du *Workshop in Law & Economics* et a participé aux différents séminaires organisés par EconomiX. Des rencontres ont en outre eu lieu avec les autres chercheurs du laboratoire pour initier de nouveaux projets de recherche et d'autres partenariats. Des entretiens individuels ont aussi été organisés avec les doctorants d'EconomiX.



Horst Zank, Université de Manchester

Horst Zank, professeur d'économie à l'Université de Manchester, a effectué un séjour à EconomiX du 24 septembre au 23 octobre 2018. C'est un spécialiste reconnu en théorie de la décision dans le risque et l'incertain non probabilisé. Ses domaines de recherche s'inscrivent dans les thématiques de l'axe DDEE du laboratoire où plusieurs chercheurs travaillent sur les décisions individuelles et collectives en matière de gestion des risques (prévention et assurance) dans différents domaines comme l'environnement et la santé. Certains de ses travaux mobilisent l'approche expérimentale, méthodologie à laquelle recourent également plusieurs chercheurs à EconomiX. Durant son séjour, il a entamé des projets de collaboration avec certains membres du laboratoire et il a eu des échanges avec les doctorants de l'axe DDEE. Il est intervenu par ailleurs dans le cadre du cours de Décision dans l'Incertain en Master 2 ISEFAR (Ingénierie Statistique et Economique de la Finance, de l'Assurance et du Risque) et a donné un séminaire de recherche.

**Pierre-Richard Agéonor, Université de Manchester**

Pierre-Richard Agéonor, professeur d'économie à l'Université de Manchester, a effectué un séjour à EconomiX au cours du mois d'octobre dernier. Ses domaines de recherche concernent la macroéconomie internationale et l'économie du développement et portent sur des thématiques qui s'inscrivent au sein des axes Macroéconomie Internationale, Banque et Econométrie Financière (MIBEF) et Développement Durable, Environnement et Energie (DDEE) du laboratoire. Du fait de son expérience d'enseignant-chercheur et d'économiste au sein d'organisations internationales comme le Fonds Monétaire International ou la Banque Mondiale, sa venue a été l'occasion de rencontres avec les doctorants d'EconomiX afin de discuter de leurs différents travaux de recherche. De plus, dans le cadre de la formation doctorale dispensée par l'Ecole Doctorale Economie, Organisations, Société de l'Université Paris Nanterre, il a animé trois séminaires sur le thème « Capital public et croissance économique ».

**Roxana del Luján Maurizio, Université de Buenos Aires**

Roxana del Luján Maurizio, professeur d'économie à l'Instituto Interdisciplinario de Economía Política (IIEP) à l'Université de Buenos Aires, a effectué un séjour à EconomiX lors du mois d'octobre. Ses recherches portent sur la distribution des revenus, la pauvreté et l'économie du développement ; domaines qui s'inscrivent dans les thématiques des axes Macroéconomie Internationale, Banque et Econométrie Financière et Développement Durable, Environnement et Energie du laboratoire EconomiX. Durant son séjour, elle a assuré trois séminaires sur le thème « Labour market characteristics and income distribution dynamics in Latin America », dans le cadre de la formation doctorale dispensée par l'Ecole doctorale Economie, Organisations, Société de l'Université Paris Nanterre et a rencontré les doctorants d'EconomiX afin de discuter de leurs travaux de recherche.

**Luciano Greco, Université de Padova**

Luciano Greco, *associate professor* à l'Université de Padova, a effectué un séjour à EconomiX au cours du mois d'octobre 2018. Il est bien connu des membres du laboratoire, puisqu'il collabore avec plusieurs enseignants-chercheurs de l'axe DIRIS, notamment Alessandro Melcarne dans le cadre de divers projets de recherche. Son séjour lui a permis de finaliser des travaux de recherche en cours sur l'analyse économique des Partenariats Publics/Privés en Italie. Parallèlement au projet scientifique développé, il a assuré une séance du séminaire LIEN et des entretiens individuels ont été organisés avec les doctorants d'EconomiX.



Alain Guay, Université du Québec à Montréal

Alain Guay, professeur d'économie à l'Université du Québec à Montréal, a effectué un séjour à EconomiX du 13 octobre au 9 novembre derniers. Ses travaux, portant principalement sur les cycles conjoncturels, l'économétrie et les méthodes quantitatives, s'inscrivent dans les thématiques de l'axe de recherche Macroéconomie Internationale, Banque et Econométrie Financière du laboratoire. Ils sont également en lien avec le contenu des enseignements de Macroéconomie internationale avancée dispensés dans le Master 2 Economie Internationale, Politiques Macroéconomiques et Conjoncture du département d'économie de l'Université Paris Nanterre. Du fait de sa forte intégration au sein des équipes pédagogiques et de recherche, Alain Guay fait l'objet d'invitations régulières à EconomiX. Les cours qu'il dispense laissent une grande place au partage de son expérience de chercheur avec les étudiants du Master. Il participe également activement à la vie du laboratoire en commentant les papiers de recherche d'un certain nombre d'enseignants-chercheurs et de doctorants. Sa venue a été l'occasion de consolider les liens entre les deux universités, d'encourager la mobilité des étudiants et les collaborations en matière de recherche. Durant son séjour, il a rencontré les doctorants et les enseignants-chercheurs du laboratoire. Il a dispensé un cours d'une durée de 9 heures dans le cadre des enseignements du Master 2 Economie Internationale, Politiques Macroéconomiques et Conjoncture, cours portant sur les modèles VAR structurels avec des applications liées à ses thématiques de recherche.



Frédéric Docquier, Université Catholique de Louvain

Frédéric Docquier, professeur d'économie à l'Université Catholique de Louvain (Belgique) et chercheur au Fonds de la Recherche Scientifique (FRS-FNRS), a effectué un séjour à EconomiX du 22 octobre au 21 novembre 2018. Chercheur internationalement reconnu dans les domaines de l'économie des migrations internationales, de la démographie, des transferts intergénérationnels et de l'économie de la croissance et du développement, ses recherches s'inscrivent dans les thématiques des axes Développement Durable, Environnement et Energie (DDEE) et Macroéconomie Internationale, Banque et Econométrie Financière (MIBEF) du laboratoire. Son séjour au sein d'EconomiX a été l'occasion de développer des travaux de recherche collaboratifs, en particulier sur le thème des relations entre changement climatique et migrations internationales. En plus de la présentation de ses travaux de recherche lors des séminaires de l'axe DDEE, il a assuré trois séminaires d'enseignement destinés aux étudiants du M1 EEET (Croissance, capital humain et migrations internationales), aux étudiants du M2 EEET (Changement climatique et migrations internationales) et aux doctorants dans le cadre de la formation doctorale dispensée par l'école doctorale Économie, Organisations, Société (Méthodes de modélisation numérique).



Adeel Malik, Université d'Oxford

Adeel Malik, *Research Fellow in Economics* à l'Université d'Oxford, a effectué un séjour à EconomiX du 5 novembre au 4 décembre 2018. Ses domaines de recherche portent sur l'économie politique du monde musulman, l'économie politique des institutions et la macroéconomie du développement. Sa présence à l'Université de Nanterre, en tant que professeur invité, va permettre d'œuvrer à des recherches communes avec des membres du laboratoire, en particulier sur la compréhension des déterminants des réformes dans les pays MENA et la dynamique de la croissance en mobilisant différents courants de pensée en économie et méthodologies de recherche. Durant son séjour, il a assuré un cours pour les doctorants et a animé deux séances du séminaire Economies du Monde Musulman.



Patrick Puhani, Université de Hanovre

Patrick Puhani, professeur d'économie à l'Université de Hanovre en Allemagne, a effectué un séjour à EconomiX à partir du 29 octobre. Ses domaines de recherche sont l'économie de l'éducation, l'économie du travail et l'évaluation des politiques publiques sur le marché du travail. Ses travaux s'inscrivent dans les thèmes développés au sein d'EconomiX (axe DDEE) et sa venue a été bénéfique tant au niveau des enseignements que de la recherche en permettant des interactions avec nos jeunes collègues et doctorants. Par ailleurs, il participe actuellement à une recherche (financée par une ANR-DFG) avec Dominique Meurs sur les concours des IRA et leur capacité à sélectionner les candidats ayant les aptitudes professionnelles requises, indépendamment du sexe. Sa venue a été l'occasion de finaliser la rédaction de l'article de recherche tiré de ce travail qui a déjà fait l'objet de présentations dans des colloques internationaux d'économie du travail. Compte tenu de ses compétences scientifiques, Patrick Puhani a assuré un cours en formation doctorale (micro-économétrie appliquée au marché du travail) ainsi qu'un accompagnement pédagogique aux doctorants d'EconomiX et aux étudiants du Master SES (M1 et M2), notamment dans le cadre du cours de M1 SES « Méthodes d'Évaluation des Politiques Publiques ».



Michel Beine, Université du Luxembourg

Michel Beine, professeur d'économie internationale à la Faculté de Droit, d'Économie et de Finances de l'Université du Luxembourg, effectue un séjour à EconomiX à compter du 9 novembre 2018. Ses recherches portent à la fois sur les problématiques de finances internationales (taux de change, intégration financière) et sur les questions liées à la mondialisation (intégration commerciale, immigration internationale) ; thématiques qui s'inscrivent parfaitement dans le cadre des recherches menées au sein du laboratoire. Michel Beine a toujours conservé des collaborations scientifiques avec les chercheurs d'EconomiX : il y a quelques années avec Hélène Raymond et plus récemment avec Lionel Ragot avec lequel il a initié un programme de recherche ambitieux lors de sa visite de l'année dernière sur les déterminants de la localisation des étudiants en mobilité internationale. Une première publication issue de cette collaboration est à paraître dans le *Journal of Economic Geography* en 2018. Son nouveau séjour sera l'occasion d'avancer sur deux autres articles en cours de réalisation. En plus de la présentation d'un article de recherche dans le cadre des séminaires de l'axe DDEE, il dispensera deux séminaires d'enseignement aux étudiants du Master 1 EEET et aux doctorants dans le cadre de la formation doctorale en collaboration avec l'école doctorale Économie, Organisations, Société.



Anthony Paris
Post-doctorant

Membre de l'axe « Macroéconomie Internationale, Banque et Économétrie Financière »

<https://economix.fr/fr/macro-economie-internationale-banque-et-econometrie-financiere>

L'axe de recherche MIBEF, coordonné par Cécile Couharde, est spécialisé sur différentes thématiques liées aux questions de macroéconomie et finance internationales ; d'économie monétaire, bancaire et financière ; d'histoire de la pensée et théorie économique ; et d'économétrie financière et de méthodologie économétrique. Les travaux menés au sein de l'axe portent ainsi sur les thèmes suivants :

- Macroéconomie internationale : taux de change, politiques et régimes de change ; croissance, cycles économiques et politiques économiques ; macroéconomie internationale et marchés énergétiques ; stagnation séculaire et macroéconomie de la déflation.
- Monnaie, banque et intermédiation financière : monnaie, économie bancaire et banque centrale ; risque systémique, régulations micro et macro-prudentielles ; études sociales de la finance ; intermédiation et intermédiaires financiers.
- Histoire et théorie économique : théorie et histoire de la pensée économique ; philosophie économique.
- Économétrie financière : modélisation des prix d'actifs et de la volatilité des marchés ; formation des anticipations et mesures de risque ; fonds souverains et investisseurs institutionnels ; interactions entre marchés financiers internationaux et marchés énergétiques.
- Méthodologie économétrique : économétrie des séries temporelles ; économétrie des données de panel ; économétrie non linéaire ; économétrie des processus à mémoire longue.

A découvrir ^{1/6}

Les biocarburants dans la transition énergétique : Impacts macroéconomiques et perspectives de développement

Anthony PARIS, post-doctorant au sein de l'axe MIBEF, expose ci-dessous les principaux résultats issus de sa thèse soutenue le 4 juillet 2018 à l'Université Paris Nanterre. Cette thèse, réalisée sous la direction de Valérie MIGNON et Julien CHEVALLIER et promue par Benoît CHEZE et Emmanuel HACHE, a bénéficié d'un financement de trois ans de la part de l'IFP Energies nouvelles.

Alors même qu'ils suscitent de nombreux débats aujourd'hui, le recours aux biocarburants remonte aux débuts de l'industrie automobile avec l'utilisation d'alcool pour certains moteurs à essence et d'huiles végétales pour les moteurs diesel. Ce n'est qu'à partir du milieu du 20^{ème} siècle que l'usage de carburants issus du pétrole et non mélangés à des biocarburants s'est réellement imposé pour des raisons (i) économique, (ii) éthique et (iii) de choix industriels stratégiques. Ces biocarburants, dits de première génération (G1), comprennent l'éthanol produit à partir de sucres et d'amidon – pour les moteurs à essence – et le biodiesel issu d'huiles végétales – pouvant remplacer le diesel. Une deuxième génération (G2) de biocarburants provient de la biomasse issue de plantes énergétiques ou des coproduits de plantes cultivées pour l'obtention d'un bien à plus haute valeur ajoutée comme la paille ou les coproduits de l'industrie du bois – bois de rebut, bois mort, etc.

La production de biocarburants de première génération procure des avantages aux pays dont le secteur agricole est développé en lui offrant des débouchés supplémentaires. De plus, cette production domestique d'énergie permet de réduire la dépendance énergétique et d'améliorer le solde commercial en diminuant le volume des importations d'énergie (Criqui et Mima, 2012). D'une logique de sécurité énergétique dans les années 1970–1980, le développement rapide des biocarburants depuis le début du 21^{ème} siècle s'explique désormais par leur avantage environnemental face aux carburants d'origine pétrolière. Au niveau mondial, le secteur des transports engendre environ 15% des émissions de gaz à effet de serre (GES). Or, le parc automobile mondial devrait passer de 1 milliard de véhicules particuliers en 2015 à 1,6 milliards en 2040 (Bloomberg, 2017), en majeure partie du fait de la croissance des parcs automobiles des pays émergents. D'après les prévisions de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), ce développement du parc automobile entraînerait une demande de biocarburants entre 3,2 et 5,6 millions de barils – équivalent pétrole – en 2040 (IEA, 2017) contre 1,7 millions par jour en 2016.

Malgré leurs avantages, en particulier en termes environnementaux, les biocarburants ne sont pas exempts de critiques. En effet, l'utilisation de matières premières agricoles dans leur production entraîne un détournement d'une production à caractère alimentaire vers une finalité énergétique. Avec la hausse des prix alimentaires en 2007-2008, les biocarburants ont été critiqués dans le cadre du débat «*food versus fuel*» (OECD, 2008). Il faut toutefois mentionner que de nombreux autres phénomènes ont pu entraîner cette hausse des prix alimentaires tels la forte croissance des pays émergents engendrant une plus

importante demande en denrées alimentaires (Abbott et al., 2011), des événements climatiques extrêmes dans certains pays producteurs (OECD, 2008) ainsi qu'une hausse de la spéculation sur les marchés agricoles (Mitchell, 2008). Il n'existe pas de consensus sur un effet inflationniste sur les biens agricoles lié à la production des biocarburants. Des études soulignent une corrélation croissante entre les prix agricoles et les prix énergétiques – en particulier le prix du pétrole – (Ciaian et Kancs, 2011 ; Nazlioglu, 2011), mais il n'existe pas de preuve empirique sur le rôle de la production des biocarburants dans ce phénomène.

Or, ces liens entre prix agricoles et énergétiques peuvent provenir de nombreux canaux de transmission : (i) les coûts de production (Baffes, 2007, 2010 ; Berument et al., 2014), (ii) la demande agricole à but alimentaire (Abbott et Borot de Battisti, 2011 ; Abbott et al., 2011), (iii) les effets de richesse (Gohin et Chantret, 2010) et (iv) la demande agricole à finalité énergétique (Ciaian et Kancs, 2011). Dans un premier temps, nous contribuons à cette littérature en intégrant la production de biocarburants dans un modèle de séries temporelles non linéaire, *i.e.*, le modèle de cointégration à transition lisse de Saikkonen et Choi (2004). Cela nous permet d'estimer l'effet de long terme du prix du pétrole – principal prix énergétique – sur les prix de différentes matières premières agricoles en fonction de la production de biocarburants. Nous montrons que l'effet du prix du pétrole s'est accru avec le développement des biocarburants, contribuant à la hausse des prix agricoles intervenue au début du 21^{ème} siècle. De plus, nous montrons que l'impact de l'expansion des biocarburants affecte non seulement les prix des produits agricoles entrant dans leur production – maïs, soja et huile de colza – mais aussi n'entrant pas dans leur production – blé et huile de tournesol – *via* les effets de substitution.

Le développement des biocarburants ayant contribué à la hausse des prix agricoles, les politiques soutenant leur expansion peuvent avoir impacté les pays émergents et en développement dont les économies sont fortement dépendantes du secteur agricole. Or, de nombreux pays développés – dont l'Allemagne, les États-Unis ou la France – ont encouragé l'utilisation des biocarburants de première génération. Cependant, les études manquent sur l'impact du lien entre développement des biocarburants et prix alimentaires sur les pays – émergents et en développement – non producteurs de biocarburants. Seuls Chakravorty et al. (2015) étudient l'effet du développement de l'éthanol aux États-Unis sur le taux de pauvreté en Inde. Ils prévoient une augmentation de 10% de celui-ci à long-terme. Ce développement des biocarburants a pu impacter positivement ou négativement ces pays en fonction de leur nature d'exportateur ou d'importateur de ces matières premières agricoles.

Dans un deuxième temps, nous étudions donc l'impact du développement des biocarburants de première génération en nous concentrant sur le compte courant. Nous centrons l'analyse sur l'effet des variations des prix des matières premières agricoles à caractère énergétique sur le compte courant de 16 pays émergents et en développement producteurs, exportateurs ou importateurs de ces produits agricoles. Nous prenons en outre en compte l'effet potentiellement non linéaire exercé par le prix du pétrole sur une telle relation à l'aide d'un modèle en panel à transition lisse de Gonzales et al. (2005). Pour un pays exportateur (importateur) de produits agricoles utilisés dans la production de biocarburants mais importateur (exportateur) de pétrole brut et de produits pétroliers, un prix élevé du pétrole pourrait en effet renforcer (atténuer) l'effet des prix des biocarburants sur le solde courant *via* le lien entre le pétrole et les prix agricoles. Cependant, un prix élevé du pétrole pourrait aussi avoir une incidence négative sur l'effet du prix du biocarburant, en augmentant les dépenses d'importation en pétrole brut et produits pétroliers.

Nous montrons que, sur la période 2000-2014, une hausse de 10% du prix des matières agricoles entrant dans la production de biocarburants entraîne une amélioration de 2% du compte courant des pays exportateurs et producteurs. Cet effet tend à diminuer – puis disparaître – lorsque le prix du pétrole dépasse 45 dollars par baril pour les économies exportatrices de ces matières premières agricoles et 56 dollars concernant les pays producteurs. Les pays importateurs de ces matières premières agricoles ne sont quant à eux pas impactés par les fluctuations de leurs prix, ce qui s'explique par les nombreuses politiques de protection du marché

domestique mises en place pour lutter contre la hausse des prix agricoles (Jones et Kwiecinski, 2010). Ainsi, le développement des biocarburants à base de produits agricoles peut profiter aux pays émergents et en développement exportateurs et producteurs de ces biens agricoles, sous réserve que l'économie mondiale enregistre une période de bas prix du pétrole.

Afin de répondre aux différentes critiques adressées aux biocarburants de première génération, la deuxième génération a été développée. D'une part, ces biocarburants réduisent les émissions de gaz à effet de serre plus fortement que dans le cas de la première génération. D'autre part, l'utilisation de biocarburants, issus de coproduits possiblement non valorisés, n'entrerait pas en compétition avec une utilisation alimentaire. Néanmoins, ces nouveaux biocarburants n'offrent pas les mêmes avantages au secteur agricole puisqu'ils ne concernent au mieux que leur coproduit et ne leur fournit donc plus de débouchés pour leur culture. L'existence de ces divers avantages et inconvénients entre les première et deuxième générations de biocarburants peut entraîner des différences dans les préférences des consommateurs entre ces carburants. En effet, d'après les théories de la valeur de Lancaster (1966) et de l'utilité aléatoire de McFadden (1974), la disposition-à-payer d'un consommateur, ou d'un citoyen, pour un bien privé ou public, dépend des différentes caractéristiques du bien et du citoyen. Ces deux théories ont donné naissance aux expérimentations à choix discret.

Dans un troisième temps, en appliquant cette méthode de révélation des préférences déclarées – *Discrete Choice Experiment* – sur un échantillon de 972 répondants, nous analysons la structure de préférence de la population française entre ces trois principales caractéristiques des biocarburants : (i) l'impact sur le secteur agricole, (ii) la réduction des émissions de GES et (iii) l'effet sur les prix alimentaires. L'estimation des poids relatifs de ces différentes caractéristiques sur l'utilité des citoyens nous permet alors de déduire le biocarburant « optimal » de leur point de vue. Les résultats soulignent que l'ensemble des citoyens préfère les biocarburants de deuxième génération par rapport à la première. En effet, les enquêtés sont prêts à payer entre 35,30 et 40,80 euros par an pour ne pas subir d'inflation des prix alimentaires liée à la production de biocarburants. Cependant, alors que près des deux tiers retireraient un gain important d'utilité au développement d'une filière de biocarburants à base de résidus agricoles, un tiers des citoyens ne semble pas fortement souhaiter l'émergence d'une nouvelle filière de biocarburants issue du secteur agricole. La majorité des répondants de l'enquête, *i.e.*, 65,1%, accepterait de payer 51,59 euros par an pour financer une production de biocarburants provenant du secteur agricole. Au contraire, une minorité montre une faible disposition-à-payer pour soutenir le secteur agricole (8,98 euros par an). Ces derniers pourraient privilégier une production de biocarburants à base de résidus forestiers ou une réduction des émissions de GES du secteur des transports avec une technologie différente. Enfin, notons que l'ensemble des répondants seraient disposés à payer annuellement de 0,68 euros – pour un tiers d'entre eux – à 2,64 euros, par point de pourcentage de réduction des émissions de GES par rapport aux carburants actuels. À titre d'exemple, les répondants valorisent en moyenne à 71,81 euros par an pendant 5 ans le développement d'un carburant contenant 20% d'éthanol produit à base de paille de blé, qui semble être la technologie préférée par les citoyens français.

Enfin, le développement de la production d'éthanol aux États-Unis au début du 21^{ème} siècle a motivé l'ouverture d'un marché à terme sur cette commodité en mars 2005 par le *Chicago Board of Trade* (CBOT). Avant cela, les accords contractuels permettaient de déterminer les prix des transactions. Ils étaient généralement basés sur les contrats à terme de l'essence du *New York Mercantile Exchange* (NYMEX) (Franken et Parcell, 2003). En effet, ces marchés dérivés permettent d'établir le prix sur le marché physique (Working, 1948). Cependant, il est nécessaire que ce marché à terme vérifie l'hypothèse d'efficience pour que le prix à terme soit un prédicteur sans biais du prix physique futur (Chowdhury, 1991). Cette hypothèse d'efficience de marché stipule que le prix observé sur un marché reflète l'ensemble des informations existantes (Fama, 1970). Dans la version faible de cette hypothèse, l'information considérée est constituée de l'ensemble des prix passés. De plus, cette prédiction du prix physique par le prix à terme est possible *via* le processus de découverte des prix. Celui-ci consiste en

la diffusion des informations du prix à terme vers le prix physique due à l'intégration plus rapide des nouvelles informations sur le marché à terme (Garbade et Silber, 1983).

Dans un dernier temps, nous vérifions ces hypothèses sur le marché de l'éthanol nous permettant aussi de discriminer entre deux modèles expliquant le lien entre ces marchés, *i.e.*, Garbade et Silber (1983) et Figuerola-Ferretti et Gonzalo (2010). Nous étudions également la seconde fonction des marchés à terme. Il s'agit, pour les agents du marché physique, de réduire leur exposition au risque-prix à l'aide de différents outils financiers (options, contrats à terme...) en transférant ce risque aux spéculateurs plus enclins à accepter celui-ci (Ederington, 1979). Ce transfert de risque s'effectue en achetant (ou en vendant) des contrats à terme lors d'une vente (ou d'un achat) sur le marché physique. Nous nous inscrivons dans un tel cadre en comparant diverses stratégies de couverture des risques *via* l'estimation de nombreux modèles économétriques, à correction d'erreur, linéaires et à changement de régimes markovien. Nos résultats vont dans le sens de la validation de l'hypothèse d'efficiences faible du marché de l'éthanol, c'est à dire de l'existence d'une relation de long terme entre le prix physique et le prix à terme permettant à ce dernier d'être un prédictor non systématiquement sous- ou surestimé du prix physique (Lai et Lai, 1991). Nous montrons en outre, *via* des simulations hors échantillon, que l'utilisation d'un modèle GARCH multivarié est à privilégier pour construire la stratégie optimale de couverture des risques.

Au total, plusieurs résultats clés peuvent être déduits des analyses menées dans notre thèse. Le premier chapitre a montré l'existence d'un impact négatif des biocarburants de première génération sur les prix agricoles *via* un effet inflationniste. Bien qu'une quantité non négligeable de produits agricoles puisse être utilisée dans la production de biocarburants sans impact sur les prix agricoles, il s'avère impératif de développer une production de biocarburants ne nécessitant pas de matières premières à visée alimentaire. Le deuxième chapitre a mis en évidence un effet positif du développement des biocarburants de première génération sur les économies des pays émergents et en développement lorsque le prix du pétrole n'excède pas 50 dollars le baril. Cependant, il est important de noter que celui-ci fut majoritairement dans un régime de prix supérieur à 50 dollars – en dehors de 2015–2016 – depuis l'expansion des biocarburants. Cette dynamique a donc peu profité à ces économies tout en contraignant les pays importateurs de ces produits agricoles à mettre en place des politiques de protection de leurs marchés domestiques face aux hausses des prix internationaux sur ces matières premières. Les résultats de nos deux premiers chapitres permettent ainsi de comprendre les raisons de la mise en place de la directive européenne 2015/1513 limitant l'usage des biocarburants de première génération et encourageant par là-même le développement à grande échelle de la deuxième génération. Cependant, un investissement important est nécessaire afin de développer cette nouvelle filière. En France, celui-ci pourrait être partiellement financé par une contribution exceptionnelle au vu de la disposition de la population française à financer les biocarburants de deuxième génération. En particulier, les résultats de notre troisième chapitre mettent en évidence une disposition à payer moyenne d'environ 71 euros par an pendant 5 ans dans le cas du développement d'un carburant contenant 20% de biocarburant issu de la paille de blé. Un second axe d'appui à la filière des biocarburants serait de permettre aux industriels de se protéger efficacement face à la volatilité des prix des biocarburants par l'instauration de marchés dérivés sur l'éthanol et le biodiesel en Europe.

Bibliographie

Abbott, P. C. and Borot de Battisti, A. (2011). Recent global food price shocks: Causes, consequences and lessons for African governments and donors. *Journal of African Economies*, 20(Supplement 1):i12–i62.

Abbott, P. C., Hurt, C., and Tyner, W. E. (2011). What's driving food prices in 2011? *Farm Foundation Issue Report*.

Baffes, J. (2007). Oil spills on other commodities. *Resources Policy*, 32(3):126–134.

- Baffes, J. (2010). More on the energy/nonenergy price link. *Applied Economics Letters*, 17(16):1555– 1558.
- Berument, M. H., Sahin, A., and Sahin, S. (2014). The relative effects of crude oil price and exchange rate on petroleum product prices: Evidence from a set of Northern Mediterranean countries. *Economic Modelling*, 42(3):243–249.
- Bloomberg (2017). Electric vehicle outlook 2017. Bloomberg publishing, Bloomberg New Energy Finance.
- Chakravorty, U., Hubert, M.-H., and Marchand, B. U. (2015). Food for fuel: The effect of the U.S. biofuel mandate on poverty in India. Discussion paper.
- Chowdhury, A. R. (1991). Futures market efficiency: Evidence from cointegration tests. *The Journal of Futures Markets*, 11(5):577–589.
- Ciaian, P. and Kanacs, D. (2011). Interdependencies in the energy-bioenergy-food price systems: A cointegration analysis. *Resource and Energy Economics*, 33(1):326–348.
- Criqui, P. and Mima, S. (2012). European climate-energy security nexus: A model based scenario analysis. *Modeling Transport (Energy) Demand and Policies*, 41:827–842.
- Ederington, L. H. (1979). The hedging performance of the new futures markets. *The Journal of Finance*, 34(1):157–170.
- Fama, E. F. (1970). Efficient capital markets: A review of theory and empirical work. *The Journal of Finance*, 25(2):383–417.
- Figuerola-Ferretti, I. and Gonzalo, J. (2010). Modelling and measuring price discovery in commodity markets. *Journal of Econometrics*, 158(1):95–107.
- Franken, J. R. and Parcell, J. L. (2003). Cash ethanol cross-hedging opportunities. *Journal of Agricultural and Applied Economics*, 35(3):509–516.
- Garbade, K. D. and Silber, W. L. (1983). Price movements and price discovery in futures and cash markets. *The Review of Economics and Statistics*, 65(2):289–297.
- Gohin, A. and Chantret, F. (2010). The long-run impact of energy prices on world agricultural markets: The role of macro-economic linkages. *Energy Policy*, 38(1):333– 339.
- Gonzales, A., Terasvirta, T., and van Dijk, D. (2005). Panel smooth transition regression models. Research Paper Series 165, Quantitative Finance Research Centre, University of Technology, Sidney.
- IEA (2017). World energy outlook 2017. IEA Publishing, International Energy Agency.
- Jones, D. and Kwiecinski, A. (2010). Policy responses in emerging economies to international agricultural commodity price surges. OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers 34, OECD Publishing.
- Lai, K. S. and Lai, M. (1991). A cointegration test for market efficiency. *The Journal of Futures Markets*, 11(5):567–575.

- Lancaster, K. (1966). A new approach to consumer theory. *Journal of Political Economy*, 74(2):132–157.
- McFadden, D. (1974). *Frontiers of econometrics*, chapter Conditional logit analysis of qualitative choice behaviour. Academic Press, New York.
- Mitchell, D. (2008). A note on rising food prices. *Policy Research Working Paper*, 4682. The World Bank.
- Nazlioglu, S. (2011). World oil and agricultural commodity prices: Evidence from nonlinear causality. *Energy Policy*, 39(5):2935–2943.
- OECD (2008). Rising food prices causes and consequences. Policy brief, Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Saikkonen, P. and Choi, I. (2004). Cointegrating smooth transition regressions. *Econometric Theory*, 20(2):301–340.
- Working, H. (1948). Theory of the inverse carrying charge in futures markets. *Journal of Farm Economics*, 30(1):1–28.

Retour sur événements 1/5

15th NIPE Summer School: Panel Data Spatial Econometrics

11-14 juin 2018

Du 11 au 14 juin 2018 s'est tenue la quinzième édition de la NIPE *summer school* à l'Université Minho à Braga, au Portugal. Organisée par les professeurs de l'Université Do Minho, cette école d'été s'est donné comme objectif de fournir aux différents participants une formation approfondie, tant théorique qu'appliquée, en économétrie des données de panel spatiales.

Axel Ehouman, Florian Morvillier et Ange-Joseph Yapi, doctorants au sein de l'axe MIBEF d'EconomiX, ont pu, grâce au soutien financier du laboratoire, participer à cette école d'été qui a rassemblé un public très varié de divers pays (plus de dix nationalités étaient présentes), ainsi que différents profils du monde académique (doctorants, maîtres de conférences et professeurs).

La formation a été assurée par le Professeur Baltagi, un des contributeurs majeurs au développement de l'économétrie des données de panel, dont les qualités de très bon pédagogue ont été unanimement reconnues par les participants. La formation s'est déroulée sur trois journées intensives de cours théoriques et pratiques (*lab sessions*) et s'est clôturée par un séminaire lors de la dernière journée.

Les journées de cours étaient organisées en deux parties. Trois sessions de cours, dispensés en première partie de journée, étaient destinées à acquérir les éléments théoriques. Les séances de l'après-midi, quant à elles, étaient dédiées à la mise en pratique *via* le logiciel Stata des cours suivis plus tôt dans la matinée.

Les cours théoriques du matin ont été axés sur trois points essentiels. Après les rappels de base en économétrie de données de panel, le Professeur Baltagi a tout d'abord présenté les tests de dépendance spatiale. Dans une deuxième partie, deux notions importantes ont été abordées : l'endogénéité et la dynamique en données de panel spatiales. Enfin, la dernière journée a été l'occasion de découvrir l'intérêt des données de panel dans le cadre d'un exercice de prévision. Un des nombreux avantages de cette *summer school* résidait dans les *lab sessions* de l'après-midi sur le logiciel Stata. Très pratiques, ces sessions ont permis d'appliquer les notions abordées dans la matinée et ainsi mieux appréhender certains concepts, tout en bénéficiant des conseils avisés du Professeur Baltagi sur divers aspects et *packages* de Stata.

Axel Ehouman, Florian Morvillier et Ange-Joseph Yapi ont souligné tout l'intérêt de cette école d'été pour la réalisation de leur thèse. Premièrement, à l'issue de la formation dispensée, ils ont été à même de consolider leur formation théorique en économétrie des données de panel, type d'économétrie qu'ils mobilisent dans le cadre de leur thèse. Deuxièmement, l'ouverture proposée vers l'économétrie des données de panel spatiales leur a également permis de découvrir de nouvelles méthodologies utiles pour certains de leurs chapitres de thèse. Enfin, cette école d'été a été l'occasion de rencontrer des doctorants de divers horizons, d'échanger avec ces derniers sur leurs thèses et parcours respectifs et aussi de partager des idées sur des sujets en vue d'éventuelles collaborations.

Axel Ehouman, Florian Morvillier et Ange-Joseph Yapi

Retour sur événements ^{2/5}

World Congress of Environmental and Resource Economists

25-29 juin 2018

Le *World Congress of Environmental and Resource Economists*, organisé une fois tous les 4 ans par les associations américaine, européenne et asiatique des économistes de l'environnement (à savoir l'AERE, l'EAERE, et l'EAAERE), était cette année hébergé par l'Université de Göteborg, sous la direction de Thomas Sterner, professeur d'économie de l'environnement à Göteborg. Environ 1400 participants, comprenant quasi-exclusivement des universitaires économistes de l'environnement, de l'énergie et des ressources naturelles s'étaient rassemblés. Le laboratoire d'EconomiX était représenté par Benoit Chèze, Natacha Raffin, Vincent Martinet, Stelio Del Campo, Lesly Cassin, Nathaly Cruz et Edouard Civel.

Le congrès s'est caractérisé par un nombre très important de travaux à la fois théoriques et empiriques. En effet, durant chaque créneau horaire se tenaient jusqu'à 24 sessions en parallèle, chaque session comportant la présentation de 4 papiers. A ces sessions parallèles il faut ajouter les 2 sessions Poster et les sessions « Egg-timers ». Bien qu'il ait été impossible d'assister à l'ensemble des présentations, il semble que les articles sur le carbone dominaient en nombre et le volume des travaux en économie comportementale était en outre conséquent. De plus, le lien entre économie de l'environnement et développement est un thème qui semble émerger progressivement et promis à un bel avenir dans les thématiques de recherche.

Keynote speakers :

Cinq séances plénières se sont tenues, portant aussi bien sur des questions très politiques que sur des enjeux de recherche :

- Gina McCarthy, dirigeante de l'EPA sous Obama (l'équivalent de notre ministre de l'environnement), a exposé comment les décideurs politiques comme elles peuvent se servir de nos résultats de recherche dans leur approche de la gestion de l'environnement. Elle a insisté sur la nécessité d'exprimer la préoccupation environnementale sous l'angle de la problématique sanitaire pour les politiques américains.
- Lata Gangadharan, l'une des plus célèbres expérimentalistes en économie de l'environnement, de Monash University, a présenté les limites des concepts de « pression sociale » et de « réciprocité » pour induire une conformité des acteurs dans les systèmes de régulations environnementales.
- Sir David Hendry de l'Université d'Oxford a présenté les avantages de l'utilisation de modèles économétriques non-stationnaires pour modéliser les émissions de CO₂ et a mis à disposition un *package* de sélection de variables dans ce type de modèles sous R (*gets*).
- Meredith Fowlie, dans sa présentation « Pricing carbon in the real world », a traité la question des fuites de carbone et des méthodes économétriques employables pour identifier les secteurs les plus vulnérables à ce phénomène.
- Nava Ashraf, de la London School of Economics, non pas environnementaliste mais spécialiste des expérimentations aléatoires sur les questions de santé en Afrique, a présenté des travaux en mettant l'accent sur les interactions entre les systèmes de *pricing* et les préférences socio-culturelles des individus. Il s'agit d'un travail très impressionnant, en lien avec les autorités politiques locales.

Travaux d'EconomiX présentés :

- Vincent Martinet présentait son *working paper* en session parallèle : The economics of the Food versus Biodiversity debate.
- Natacha Raffin présentait son *working paper* co-écrit avec Victor Hiller en session parallèle : Corporate Social Responsibility and workers' motivation at the industry equilibrium Projects.

Retour sur événements ^{3/5}

- Benoit Chèze présentait son *working paper* co-écrit avec Maia David et Vincent Martinet en session parallèle : Farmers' motivations to reduce their use of pesticides: a choice experiment analysis in France.
- Stello del Campo a présenté son *working paper* en session parallèle : Can Intragenerational and Intergenerational Equity be Reconciled with Renewable Resources?
- Lesly Cassin a présenté son *working paper* lors des sessions Poster : The effects of migration and pollution externality on cognitive skills in Caribbean SIDS: a Theoretical analysis.
- Nathaly Cruz et Edouard Civel ont présenté leur *working paper* lors des sessions Poster et ont obtenu le prix du meilleur poster : Green, yellow or red lemons ? Framed field experiment on houses energy labels perception.

Lesly Cassin, Edouard Civel, Nathaly Cruz et Stello Del Campo

KID Summer School 2018

1-7 juillet 2018

Du 1er au 7 juillet 2018 s'est déroulée la septième *Summer School* sur « Knowledge Dynamics, Industrial Evolution, Economic Development » à Nice. Cette école d'été s'est tenue autour des enjeux des dynamiques des connaissances, de l'évolution du secteur industriel et du développement économique. Cet événement a été organisé à l'initiative de Jackie Krafft, Directrice de recherche au CNRS en sciences économiques au Groupe de Recherche en Droit, Economie, Gestion (GREDEG). Par ailleurs, la KID est une école thématique qui a également bénéficié du soutien du CNRS et de l'Université d'été internationale UCA JEDI (Université Côte d'Azur).

Cette école prend place à l'hôtel Saint-Paul, hôtel historique appartenant au diocèse de Nice. Consacrée à l'innovation, à son environnement, à l'entrepreneuriat, à la croissance des entreprises et aux enjeux géographiques (agglomération), cette école thématique était l'occasion de faire émerger des débats afin d'identifier des mesures pour favoriser la croissance des entreprises et le développement économique. Au-delà des débats générés, cette école est aussi le lieu d'échanges sur les bonnes pratiques en termes d'innovation et d'entrepreneuriat qui mènent à des recommandations dans le but de converger vers une meilleure société en Europe.

Opportunités de rencontres, d'échanges et partage d'expériences

Au-delà des échanges formels, le cadre de l'école favorise les échanges informels entre les doctorants, mais aussi entre doctorants et chercheurs confirmés. Ainsi, l'événement est résolument orienté vers les doctorants et les jeunes chercheurs afin qu'ils aient l'occasion d'échanger avec des chercheurs internationaux et de bénéficier de leurs conseils, tant sur une thématique précise que sur l'activité de recherche en elle-même.

A ce titre, des articles de chercheurs confirmés ont été présentés durant les sessions du matin et des présentations plus courtes ont été assurées par des doctorants et jeunes chercheurs l'après-midi. Ainsi, dans le cadre des sessions consacrées à la présentation des derniers travaux empiriques réalisés par des chercheurs confirmés en économie, en science politiques et en économie géographique, **Nadine Levratto**, Directrice de recherche au CNRS en poste à EconomiX a assuré une session intitulée « *Business angels and small firm performance: finance does not make it all* ».

Deux doctorants d'EconomiX sont intervenus lors de sessions dédiées à la présentation de méthodologies économétriques récentes et adaptées aux problématiques rencontrées. C'est dans ce cadre que **Julien Salin** (EconomiX-BPI France) et **Aurélien Quignon** (EconomiX-CCI Paris Ile de France), doctorants en première année

Retour sur événements ^{4/5}

au sein de l'axe DDEE d'EconomiX, ont eu l'opportunité de présenter leurs travaux de recherche autour de l'économie de l'innovation.

Dans un premier temps, **Julien Salin** a présenté un article intitulé « *French SMEs and financial structure theories: empirical focus on business angel investment* » portant sur l'influence des *Business Angels* (BAs) sur la structure du capital des entreprises françaises et discuté par Catalina Martinez (CSIC Madrid). Grâce à un ensemble de données d'une richesse rare, plusieurs méthodes de *matching* ont été mises en place afin de quantifier la capacité des BAs à influencer la structure de capital des firmes financées. Les principaux résultats mettent en évidence une influence limitée des BAs sur la dette et les conditions de financement des entreprises. Par ailleurs, l'influence des BAs sur la réduction de la dette commerciale est mise en exergue. Ce résultat met l'accent sur la réduction de l'asymétrie d'information des entreprises suite à un financement par BAs.

Enfin, **Aurélien Quignon** a présenté les principaux résultats de son premier chapitre de thèse « *What drives corporate innovation : Direct and Indirect evidence from OECD countries* », discuté par Jacques Mairesse (CREST, Maastricht University (UNU-MERIT), Banque de France et NBER). Ce premier chapitre s'inscrit dans la littérature portant sur les Systèmes Nationaux d'Innovation, ainsi que sur les conditions-cadres permettant de favoriser l'intensité technologique et l'effort d'innovation des pays membres de l'OCDE. Les principaux résultats permettent de souligner l'hétérogénéité de l'intensité de R&D et des brevets au sein des pays membres de l'OCDE. En particulier, la pression concurrentielle par le biais d'une régulation plus souple et le renforcement des droits de propriété intellectuels exercent un effet causal direct sur l'effort innovant.

Aurélien Quignon et Julien Salin

Les journées de l'économie (JECO)

6-8 novembre 2018

La onzième édition des « journées de l'économie » (JECO) s'est déroulée du 6 au 8 novembre 2018 à Lyon et fut l'occasion d'une rencontre entre acteurs du monde économique, académique et le « grand public ». Manifestation organisée sur trois jours, plus d'une soixantaine de sujets ont fait l'objet de conférences laissant la part belle aux approches multidisciplinaires. En effet, la présence des économistes parmi les intervenants fut complétée par celle de chercheurs en histoire, sociologie, philosophie, informatique... Lors de chaque conférence, les intervenants étaient tout d'abord chargés de vulgariser leurs travaux académiques, puis le « grand public » ainsi que les étudiants présents étaient invités à poser des questions.

Les journées de l'économie ont été le lieu d'échanges fructueux et divers auxquels une délégation d'étudiants et de doctorants d'EconomiX — composée de **Benjamin Egron, Margaux Escoffier, Florian Morvillier, Capucine Nobletz et Charles-Emmanuel Teuf** — a pu prendre part : la guerre commerciale, la révolution Blockchain, Karl Marx au XXI siècle, prévision de croissance (mission impossible ?), mieux comprendre les inégalités aujourd'hui... Une session à l'École Normale Supérieure de Lyon fut réservée aux délégations étudiants, leur permettant de rencontrer et d'échanger avec « les grands économistes de demain ». Les étudiants et doctorants d'EconomiX ont particulièrement apprécié l'intervention de Valeria Rueda dont les travaux s'attachent à comprendre les déterminants de long terme des inégalités entre les territoires, en mettant l'accent sur le rôle de la culture et de la religion dans le développement.

De vifs remerciements sont adressés aux organisateurs des JECO, ainsi qu'aux bénévoles pour avoir permis à la délégation d'étudiants et de doctorants d'EconomiX de prendre part à cet événement.

Benjamin Egron, Margaux Escoffier, Florian Morvillier, Capucine Nobletz et Charles-Emmanuel Teuf

Retour sur événements ^{5/5}

FSR Climate Annual Conference 2018

26-27 novembre 2018

Organized with the support of EARE, the FSR (Florence School of Regulation) Climate Conference took place in Florence at the European University Institute on the 26th and 27th November 2018. Organizers wanted to favor a friendly atmosphere over a small number of participants (around 50). Participants were mainly European and American economists researchers. The general quality of the event was very high, and it was a very good occasion to meet researchers in our field and get in touch.

The conference was decomposed in 9 parallel and 4 plenary sessions. They focused on: *Energy efficiency, Renewable policies, Environmental taxation, and Emissions Trading*. The limited number of parallel sessions contributed to help having an overview of works. Moreover, the length of presentations (20-25 minutes) allowed researchers to get into some extent of details that enriched the discussions. Presentations were characterized by their plurality and by the variety of approaches, in both empirical and theoretical research.

During the plenary sessions, Anastasios Xepapadeas discussed the spatial dimensions in the economics of climate change, and the discussion focused on the role of migrations and global mobility. Charles Mason presented a model of energy transition. Corrado Di Maria discussed how energy efficiency is affected by induced innovation. Ulrich Wagner gave a talk on the emissions trading and firm behavior with evidence from the EU ETS. He showed that regulated agents can choose the degree of compliance if regulation is incomplete, which could undermine the program efficiency and ask about the effect of EU ETS on the emissions and economic performance on manufacturing firms.

Two PhD candidates at EconomiX presented their research papers during this conference:

- **Anouk Faure:** “Barriers to trading in the EU-ETS: a theoretical and empirical appraisal” (co-written with Marc Baudry and Simon Quemin)
- **Nathaly Cruz:** “Green, yellow or red lemons? Artefactual field experiment on houses energy labels perception” (co-written with Edouard Civel)

The conference ended with a consensus about the importance of conducting applied work dealing with climate change issues, including: *ex post* evaluation of climate public policies, distributional impacts, impacts of climate public policies on the manufacturing sector (steel, cement, *etc.*).

Anouk Faure et Nathaly Cruz

La formation doctorale à EconomiX 1/3

Ludovic JULIEN

La formation doctorale a été mise en place en septembre 2012 par Johanna Etner, professeure à l'Université Paris Nanterre, en concertation avec la direction d'EconomiX et de l'École Doctorale Economie, Organisations et Société de l'Université Paris Nanterre. Depuis 2014, la formation doctorale est sous la responsabilité de Ludovic Julien, professeur à l'Université Paris Nanterre. La formation doctorale a été modifiée et adaptée de manière à correspondre aux termes définis par l'Arrêté du 25 mai 2016 *fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat*.

Dans sa forme actuelle, le diplôme de doctorat correspond à 180 crédits ECTS, dont 150 ECTS pour la thèse et 30 ECTS pour la participation à la formation doctorale. La répartition de ces 30 crédits ECTS est la suivante. En premier lieu, l'étudiant(e) doit valider 15 ECTS en suivant des enseignements répartis en plusieurs blocs (point A ci-dessous). En deuxième lieu, l'étudiant(e) doit valider 5 ECTS en suivant 5 séminaires de Professeur(e)s invité(e)s (point B ci-dessous). En troisième lieu, l'étudiant(e) doit valider 10 ECTS « vie du laboratoire » (point C ci-dessous).

A. Enseignements (15 ECTS)

La formation en économie s'appuie sur une base de 90 heures de Cours Magistraux. L'étudiant(e) doit valider 15 ECTS en suivant des enseignements répartis en plusieurs blocs. Dans la liste des enseignements proposés en économie, ils suivent obligatoirement le bloc « Méthodologie » (3 ECTS), et doivent choisir, en accord avec leur directeur de thèse, des cours appartenant aux deux blocs « Econométrie et Bases de données » et « Mathématiques pour les Sciences Sociales » (4 ECTS par cours). Même si le nombre requis d'ECTS à valider correspond au choix de trois cours, il est conseillé aux doctorants de suivre plus de trois cours, ou l'intégralité des cours d'un bloc, et ce, afin de bénéficier d'une formation doctorale approfondie.

Les cours proposés dans le cadre de la formation doctorale ont été élaborés afin d'approfondir et d'étendre les connaissances scientifiques des doctorants. Les cours recouvrent tant les aspects théoriques (concepts, méthodes et techniques) que les aspects appliqués ou empiriques. Ainsi, l'offre de formation doctorale proposée par le laboratoire est constituée, d'une part, de cours approfondis dont le contenu correspond au niveau exigé d'un cursus européen d'une première année de doctorat en Sciences Economiques, et, d'autre part, de cours avancés et plus spécialisés liés directement à des thématiques de recherche développées dans le laboratoire. L'ensemble de ces cours sont dispensés par des membres internes du laboratoire, ainsi que par des intervenants académiques extérieurs.

Bloc Méthodologie (28h00) : 3 ECTS

Ce bloc comprend trois enseignements.

1. Aide à la rédaction d'articles et présentations à des colloques (10h00)

Dans ce cours organisé sous forme de séminaire, il est demandé aux doctorant(e)s de présenter leurs travaux en anglais de manière à leur apprendre à communiquer les (premiers) résultats de leurs recherches dans des manifestations scientifiques, ainsi que dans le cadre de séminaires de recrutement.

La formation doctorale à EconomiX ^{2/3}

2. Compléments méthodologiques (10h00)

Dans ce cours, des précisions sont données quant à la façon de présenter formellement sa candidature à un poste dans l'enseignement supérieur ; il est notamment demandé aux doctorant(e)s de rédiger leur CV et aussi d'effectuer une présentation de leur candidature dans les conditions du recrutement.

3. Epistémologie (8h00)

Dans ce cours, après un rappel de certaines notions d'épistémologie qui guident la structuration du champ scientifique, il est notamment demandé aux étudiant(e)s d'écrire deux pages sur la problématique de leur thèse.

Bloc Économétrie et Bases de données (30h00) : 4 ECTS

Ce bloc comprend trois enseignements complémentaires qui sont indispensables à tout étudiant(e) de doctorat qui réalise des travaux de nature appliquée et/ou empirique, ou à tout(e) étudiant(e) de doctorat souhaitant compléter sa formation de Master.

- *Économétrie (19h00) : Séries temporelles, données de panel*

- *Macro-économétrie (6h00)*

- *Bases et traitements de données (5h00)*

Bloc Mathématiques pour les Sciences Sociales (32h00) : 4 ECTS

Ce bloc comprend trois enseignements qui suivent une logique progressive. Ces cours ont pour objectif de donner des outils et des techniques indispensables pour toute étudiant(e) dont la thèse comprend une modélisation théorique.

- *Optimisation statique et optimisation dynamique (18h00)*

- *Mathématiques des systèmes dynamiques (6h00)*

- *Aide à la décision en univers incertain et risqué (8h00)*

B. Séminaires de Professeur(e)s invité(e)s (5 ECTS)

Le laboratoire accueille chaque année 20 à 25 professeur(e)s invité(e)s. Les doctorant(e)s participent activement aux séminaires dispensés dont le contenu est parfois complémentaire à la formation proposée sur un thème voire sur une méthode spécifique. De plus, ces séminaires sont une occasion pour suivre des présentations d'articles en anglais réalisées par des spécialistes reconnu(e)s dans la discipline. Enfin, ces séminaires permettent aux doctorant(e)s d'élargir la dimension internationale de leur réseau en échangeant avec des professeur(e)s d'Universités étrangères.

C. « Vie du laboratoire » (10 ECTS)

Cette partie de la formation, en plus de celle qui consiste à favoriser l'insertion des doctorant(e)s dans le monde de la recherche, a pour objectif principal de faire découvrir aux jeunes chercheurs certains des aspects les plus

La formation doctorale à EconomiX ^{3/3}

essentiels de la profession. Quatre champs sont ici visés.

- Activité de publication (articles, documents de travail) : minimum 2 publications pour une valeur de 3 ECTS ;
- Participation obligatoire aux séminaires doctorant(e)s et lunch, soit un séminaire par semaine pour une valeur de 2 ECTS ;
- Présentation à des colloques/workshops/invitations séminaires : minimum 2 pour 3 ECTS ;
- Participation à l'organisation de colloques/workshops/journées d'axes organisés par EconomiX (minimum 2 par an) et participation à l'activité de *refereeing* pour les Document de travail EconomiX (minimum 1 par an) pour 2 ECTS.

Prix, distinctions et nominations

**Benjamin Monnery**

Lauréat d'un projet ANR Jeunes Chercheuses Jeunes Chercheurs « Comportements Politiques et Contrôle Citoyen »

Soutenances de thèses

Zouhair Aït Benhamou

Applications du modèle néo-keynésien aux pays émergents

Jean-Pierre Allegret

26/11/2018

Anicet Kabre

Politiques environnementales et pollution dans les modèles d'oligopole bilatéral

Ludovic Julien

11/12/2018

Franck Viroleau

Lobbying de groupe et politique commerciale : l'influence des groupes d'intérêt sur les modalités de l'ouverture commerciale

Bernadette Madeuf

12/12/2018

Raif Cergibozan

La prévision des périodes de stress fiscaux : le rôle des indicateurs fiscaux, de finances et de gouvernance

Jean-Pierre Allegret

12/12/2018

Stellio Del Campo

Interdépendances entre équité inter et intragénérationnelle dans la gestion durable des ressources environnementales

Alain Ayong Le Kama et Vincent Martinet

17/12/2018

Bastien Dufau

L'influence des prix de l'énergie sur la compétitivité-coût : une approche multisectorielle et internationale

Marc Baudry

20/12/2018

Vie du laboratoire ^{2/5}

Devenir des docteurs

Rosalind Bell-Aldeghi (post-doctorante à EconomiX) : post-doctorante à la Fondation MGEN pour la santé publique

Brahim Gaies : *Teacher-Researcher of Finance* à l'IPAG Business School

Anthony Paris : ATER à l'Université Paris Nanterre

Mathieu Sanch-Maritan (post-doctorant à EconomiX) : Maître de conférences à l'Université de Rouen

Nouveaux entrants

Chercheurs et Enseignants-chercheurs



Sophie Harnay, Professeure des universités

Professeure à l'Université de Lorraine de 2012 à 2018, Sophie Harnay a été recrutée comme Professeure des universités à l'Université Paris Nanterre le 1er septembre 2018. Ses thèmes de recherche concernent l'économie institutionnaliste, l'économie des institutions, l'analyse économique des régulations marchandes ou non marchandes et l'économie des professions réglementées.

Post-Doctorants



Florent Dubois

Thèmes de recherche : Economie urbaine; Economie du développement

ATER



Silvia Napolitano

Thèmes de recherche : Développement humain ; Evaluation des politiques publiques ; Investissements européens en Afrique



Eléazar Zerbo

Thèmes de recherche: Economie du développement durable; Croissance et cycles; Macro-économie de l'environnement et de l'énergie; Econométrie appliquée

Doctorants

**Augustin Baboloma Mabanga**

Religion et économie : le rôle joué par le financement religieux

Sous la direction du Professeure Cécile Couharde et du Maître de conférences Aurélien Saïdi

**Gatien Bon**

Economie politique des restructurations de dettes souveraines : des conditions initiales à la restructuration

Sous la direction du Professeure Cécile Couharde

**Baptiste Bridonneau**

Des bons européens au-delà de la mutualisation des dettes souveraines

Sous la direction du Professeure Laurence Scialom

**Fanny Claise**

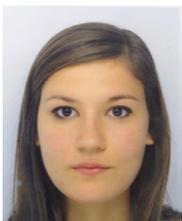
Mise en œuvre des dispositifs de Paiements pour Services Environnementaux : l'apport de l'économie expérimentale

Sous la direction du Professeure Johanna Etner

**Pierre Cayet**

Analyse des enjeux économiques et techniques associés à l'intégration des énergies renouvelables aux réseaux électriques

Sous la direction du Professeur Lionel Ragot

**Elizavetta Dorinet**

Transformation structurelle et dégradation environnementale dans les pays en développement

Sous la direction du Professeur Pierre-André Jouvét

**Margaux Escoffier**

Les déterminants des investissements dans les énergies renouvelables dans le mix électrique

Sous la direction du Professeure Valérie Mignon

Vie du laboratoire ^{4/5}



Luca Antonio Esposito

Tax evasion : The influence on the decision to pay

Sous la direction du Professeur Eric Langlais et du Maître de conférences Alessandro Melcarne



Valentin Lignau

Le brevet comme instrument de suivi et de conduite d'une politique d'innovation bas-carbone

Sous la direction du Professeur Marc Baudry



Thibault Mirabel

Analyse économique des coopératives : contribution, typologie et évaluation de la performance

Sous la direction de la Directrice de recherche Nadine Levratto et du Maître de conférences Fabrice Tricou



Rémi Odry

Convergence économique européenne : mobilités, synchronisation, cycles et institutions

Sous la direction du Professeure Valérie Mignon



Pierre Pora

Trois essais sur les inégalités de genre

Sous la direction du Professeure Dominique Meurs



Harouna Segdo

Corruption en Afrique : déterminants historiques et effets économiques contemporains

Sous la direction du Maître de conférences Luc-Désiré Omgba



Charles-Emmanuel Teuf

Le rôle des conditions climatiques dans le fonctionnement des marchés agricoles : l'exemple du soja, du blé, du maïs et du riz

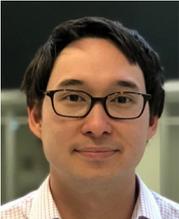
Sous la direction du Professeure Cécile Couharde

Vie du laboratoire ^{5/5}

**Julie Tréguier**

Réduction des inégalités de genre dans le système de retraite français

Sous la direction du Professeure Dominique Meurs et du Professeure Anne Lavigne

**David Wogan**

The role of economic distortions in impeding or accelerating regional energy systems integration

Sous la direction du Professeur Marc Baudry

Départs

**Henrique Rodas**

Chargé des partenariats et des coopérations internationales à EconomiX, Henrique Rodas a rejoint le CNAM en septembre 2018 suite à sa réussite au concours.

Revue

Coulibaly Dramane, Kempf Hubert, (2019), « **Inflation targeting and the forward bias puzzle in emerging countries** », *Journal of International Money and Finance*, vol.90, pp.19-33.

Damette Olivier, Jawadi Fredj, Parent Antoine, (2019), « **Can a Taylor rule better explain the Fed's monetary policy through the 1920s and 1930s? A nonlinear cliometric analysis** », *Studies in Nonlinear Dynamics and Econometrics*, (A paraître).

Ftiti Zied, Jawadi Fredj, Louhichi Wael, (2019), « **Forecasting Energy Futures Volatility with Threshold Augmented Heterogeneous Autoregressive Jump Models** », *Econometric Reviews*, (A paraître).

Hache Emmanuel, Palle Angélique, (2019), « **Renewable energy source integration into power networks, research trends and policy implications: A bibliometric and research actors survey analysis** », *Energy Policy*, vol.124, pp.23-35.

Jawadi Fredj, Louhichi Wael, Midani Arbi, (2019), « **On the Relationship between Energy Returns and Trading Volume: A Multifractal Analysis** », *Applied Economics*, (A paraître).

Arcuri Giuseppe, Brunetto Marc, Levratto Nadine, (2018), « **Spatial patterns and determinants of firm exit: an empirical analysis on France** », *Annals of Regional Science*.

Baudry Marc, Bonnet Clément, (2018), « **Demand-pull instruments and the development of wind power in Europe: a counterfactual analysis** », *Environmental and Resource Economics*, pp.1-46, (A paraître).

Bennani Hamza, Kranz Tobias, Neuenkirch Matthias, (2018), « **Disagreement Between FOMC Members and the Fed's Staff: New Insights Based on a Counterfactual Interest Rate** », *Journal of Macroeconomics*, vol.58, pp.139-153.

Blot Christophe, Hubert Paul, Odry Rémi, (2018), « **Où en sommes-nous des bulles de prix d'actifs en zone euro ?** », *Revue de l'OFCE*, n°158.

Busetto Francesca, Codognato Giulio, Tonin Simone, (2018), « **Integer programming on domains containing inseparable ordered pairs** », *Research in Economics*, vol.72, pp.428-434.

Busetto Francesca, Codognato Giulio, Tonin Simone, (2018), « **Kalai and Muller's possibility theorem: a simplified integer programming version** », *Review of Economic Design*, vol.22, pp.149-157.

Djimeu Eric W., Omgba Luc-Désiré, (2018), « **Oil windfalls and export diversification in oil-producing countries: evidence from oil booms** », *Energy Economics*, (A paraître).

El Ouadghiri Imane, Peillex Jonathan, (2018), « **Public Attention to «Islamic Terrorism» and Stock Market Returns** », *Journal of Comparative Economics*.

Friehe Tim, Langlais Eric, Schulte Elisabeth, (2018), « **On consumer preferences for (partial) products liability** », *Economics Letters*, n°173, pp.128-130.

Gnimassoun Blaise, (2018), « **How to Boost the Impact of Intra-African Trade on Income in Africa?** », *Open Economies Review*, (A paraître).

Karanfil Fatih, Omgba Luc-Désiré, (2018), « **Do the IMF's structural adjustment programs help reduce energy consumption and carbon intensity? Evidence from developing countries** », *Structural Change and Economic Dynamics*, (A paraître).

Lopez Villavicencio Antonia, Mignon Valérie, (2018), « **Globalization and exchange rate pass-through in Europe: Is there a link?** », *Journal of Economic Integration*, vol.33, n°4, pp.773-786.

Publications ^{2/4}

Marciano Alain, Ramello Giovanni Battista, (2018), « **The economic importance of judicial institutions, their performance and the proper way to measure them** », Journal of Institutional Economics, (A paraître).

Melindi-Ghidi Paolo, (2018), « **Inequality, educational choice, and public school quality in income-mixing communities** », Journal of Public Economic Theory, (A paraître).

Prieur Fabien, Zou Benteng, (2018), « **Climate politics: How public persuasion affects the trade-off between environmental and economic performance** », Mathematical Social Sciences, vol.96, pp.63-72.

Scialom Laurence, (2018), « **Conflits d'intérêt et gouvernance des banques systémiques : éléments d'analyse critique** Revue d'économie financière, n°130, 2ième trimestre. », Revue d'Economie Financière, n°130.

Documents de travail

<https://economix.fr/fr/publications-documents-de-travail>

Corporate Social Responsibility and workers' motivation at the industry equilibrium

Victor Hiller, Natacha Raffin

Green, yellow or red lemons? Framed field experiment on houses energy labels perception.

Edouard Civel, Nathaly Cruz-Garcia

The fiscal impact of 30 years of immigration in France: an accounting approach

Xavier Chojnicki, Lionel Ragot, Ndeye Penda Sokhna

Compétences externes et innovation: le cas des firmes de l'industrie manufacturière algérienne

Mounir Amdaoud, Messaoud Zouikri

Do global value chains amplify global imbalances?

Antonia Lopez Villavicencio, Valérie Mignon

Stocks and Bonds: Flight-to-Safety for Ever?

Christophe Boucher, Sessi Tokpavi

Dollar canadien et prix du pétrole : quelle causalité ?

Capucine Nobletz

The effects of migration and remittances on development and capital in Caribbean Small Island Developing States

Zouhair Aït Benhamou, Lesly Cassin

Fossil fuel subsidies, income inequality and poverty. Evidence from developing countries

Cécile Couharde, Sara Mouhoud

On consumer preferences for (partial) products liability

Tim Friehe, Eric Langlais, Elisabeth Schulte

A Steeper slope: the Laffer Tax Curve in Developing and Emerging Economies

Zouhair Aït Benhamou

The nexus between climate negotiations and low-carbon innovation: a geopolitics of renewable energy patents

Clément Bonnet, Samuel Carcanague, Emmanuel Hache, Gondia Sokhna Seck, Marine Simoën

Exportations et exonérations, les deux vont-elles de pair ? Analyse empirique sur données individuelles d'entreprises françaises

Aziza Garsaa, Nadine Levratto

The Fate of Inventions. What can we learn from Bayesian learning in strategic options model of adoption ?

Marc Baudry, Edouard Civel

Cobb-Douglas preferences and pollution in a bilateral oligopoly market

Anicet Kabre

Bilan sur le consensus de Jackson Hole

Anne-Marie Rieu-Foucault

Renewable energy source integration into power networks, research trends and policy implications: A bibliometric and stakeholders survey analysis

Emmanuel Hache, Angélique Palle

On the impact of the launch of the euro on EMU macroeconomic vulnerability

Florian Morvillier

The effect of non-resident investments on the French sovereign spread

Pierre Bui Quang

